L'Orient – Le jour 11-2-2020

Près de 220 000 emplois supprimés depuis octobre, 60 000 depuis décembre

Travail

Plus de la moitié des entreprises interrogées par Infopro en janvier ont réduit les rémunérations de leurs employés.

Magaly ABBOUD

La situation continue de se détériorer pour le secteur privé qui est de plus en plus contraint de réduire ses effectifs et de baisser sa masse salariale. Les entreprises qui souffraient depuis plusieurs années d'une récession économique ont vu leurs difficultés s'accentuer à partir de la fin de l'été à cause d'une diminution des liquidités disponibles et d'une baisse d'activité depuis le début des manifestations contre le pouvoir du 17 octobre 2019. Infopro, société spécialisée dans l'édition de titres de presse économique, a réalisé deux sondages, le premier à fin novembre, et le second à fin janvier, afin d'étudier l'impact de la crise économique et financière que traverse actuellement le Liban depuis plusieurs mois, sur les entreprises et leurs employés.

Ainsi, sur un échantillon de 300 sociétés, environ 94 % d'entre elles ont vu leur chiffre d'affaires baisser de 69 % en moyenne par rapport à la période avant le 17 octobre. Elles étaient presque aussi nombreuses lors du premier sondage (91 % d'entre elles en novembre, pour une baisse moyenne de 66,3 %). Cela a eu comme conséquence un licenciement de 60 % des employés pour 33 % d'entre elles durant les quatre derniers mois, contre 22 % entre octobre et novembre.

La situation a été encore plus désastreuse pour 12 % des entreprises interrogées qui ont carrément décidé d'un arrêt définitif ou une suspension temporaire de leurs activités de (12 % fin janvier contre 10 % fin novembre). Cela a donc fait passer le nombre de postes supprimés depuis le 17 octobre de 160 000 à fin novembre à 220 000 à fin janvier selon une estimation d'Infopro, soit une augmentation d'environ 60 000 postes supprimés en deux mois. Ces derniers viennent grossir les rangs des chômeurs, dont le taux s'élève à 11,4 % de la population active, selon la dernière étude publiée par l'Administration centrale de la statistique (ACS) en décembre dernier, portant sur la période entre avril 2018 et mars 2019 et excluant les personnes vivant dans des camps militaires et de réfugiés. Celui des jeunes de 15 à 24 ans a atteint 23,3 %, tandis que celui chez les jeunes diplômés culmine à 35,7 %.

Baisse des salaires

Lorsqu'elles ne réduisent pas leurs effectifs, plus de la moitié des entreprises interrogées par Infopro en janvier (51 % contre 34 % en novembre) ont réduit les rémunérations de leurs employés comprenant les salaires, les bonus, les commissions et les congés, principalement à travers la baisse des heures de travail ou les congés non payés (64 % d'entre elles en janvier contre 61 % en novembre). La baisse de salaire a constitué 52 % des réductions de salaire, avec une baisse moyenne de 42 %, alors que deux mois plus tôt, elles concernaient 49 % des entreprises interrogées, pour une diminution moyenne de 39,7 %.

À noter qu'il est très difficile pour le moment d'évaluer l'ampleur de l'impact de la crise actuelle sur les employés du secteur informel, qui représente près de 30 % du PIB, selon l'Administration centrale de la statistique, et dont la situation est généralement plus précaire.

Depuis la fin de l'été, la Banque du Liban (BDL) a réduit la circulation du billet vert dans l'économie, faisant augmenter son prix chez les changeurs où il s'échange à plus de 2 000 livres, alors que la Banque centrale a ancré en 1997 la livre sur le dollar (1 507,5 livres pour un dollar). De plus, les restrictions bancaires mises en place progressivement ont également contribué à la baisse du pouvoir d'achat des Libanais, ce qui a poussé les entreprises à réduire leurs coûts, notamment ceux liés à la masse salariale. La situation ne semble pas s'améliorer en 2020 selon plusieurs analystes. En effet, Bank Audi, une des plus grandes banques du pays, estime dans son dernier rapport trimestriel, que la croissance sera négative cette année, sans toutefois fournir de chiffres – elle a estimé la croissance à -2 % en 2019. Pour l'Institut de la finance internationale (IFI), le Liban ne devrait pas renouer avec la croissance avant 2021 dans le meilleur des cas, en considérant que le nouveau gouvernement formé vers mi-janvier et dirigé par le Premier ministre Hassane Diab va entreprendre les réformes nécessaires pour redresser le pays, bien que le nouvel exécutif n'ait pas encore obtenu la confiance du Parlement. Les deux établissements ont estimé que le PIB s'est contracté respectivement de 2 % et de 3,8 % en 2019.